



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

413 milliards pour la course aux armements !

Revenir à la raison et répondre aux enjeux sociaux

413 Milliards d'Euros ! Un chiffre qui fait rêver. Combien d'hôpitaux, d'écoles, de services publics, combien d'augmentations de salaires, de pensions, combien de modernisations de bâtiments, combien de besoins sociaux, de recherches médicales, écologiques et technologiques pourraient être satisfaits avec une telle somme sur les 5 prochaines années. A l'heure où le gouvernement veut faire passer une réforme des retraites avec l'objectif de faire des économies sur le dos des travailleurs et travailleuses, des jeunes, des retraités, cette explosion budgétaire est inadmissible.

Mais 413 Milliards d'Euros, c'est aussi un budget qui fait froid dans le dos, puisque c'est ce qui pourrait être alloué dans la future Loi de Programmation Militaire (LPM), et ancrer le pays dans une économie de guerre. Ce budget ne découle pas d'une étude de besoins de nos armées sur la modernisation des équipements, mais d'une injonction de l'OTAN. Les USA par la voie de l'OTAN, poussent les pays membres à consacrer 2% de leur PIB pour s'armer, se surarmer. La LPM passerait ainsi de 295M€, à 413M€.

La place croissante prise par les exportations françaises de matériels militaires installe la France, non plus sur des valeurs humanistes, mais sur ses marques de missiles ou de canons qui détruisent les vies et les infrastructures des pays qui les subissent. Que ce soit en France, où dans les pays acheteurs, dont certains en conflit, les questions démocratiques ne sont plus à l'ordre du jour et les contrôles parlementaires et citoyens sont mis à mal, voire inexistants.

C'est pourquoi, la CGT demande un véritable débat citoyen sur la Loi de Programmation Militaire. Elle tient là toute sa place en représentante des travailleur-euses, en particulier des salarié-e-s des industries d'armements.

Pour la CGT, il est temps partout dans le monde de faire taire les armes, d'ouvrir la porte à des négociations, à la diplomatie et surtout en premier lieu de bloquer cette course folle au surarmement, qu'il soit conventionnel ou nucléaire.

Il est temps que notre pays signe le Traité d'Interdiction des Armements Nucléaires et respecte les traités et conventions qu'il a lui-même signé, ce qui éviterait la honte d'être traîné devant les tribunaux internationaux, y compris au travers de sociétés comme Dassault, Thales, MBDA....

Il est temps que l'Organisation des Nations Unies soit remise sur le devant des conflits et que la diplomatie internationale reprenne sa place primordiale.

Enfin, contrairement à l'adage qui dit « qui veut la paix prépare la guerre » (Si vis pacem, para bellum) pour la CGT, on doit au contraire préparer la paix avec une économie de paix.

Montreuil, le 9 mars 2023